

Café 82 : L'écologie en crise

Mardi 13 nov 18-20h « la table ronde »

La démission de Nicolas Hulot signifie-t-elle l'impuissance de la politique ? Y-a-il une chance de voir une révolution se réaliser ?

I L'anthropocène

a) Du grec *anthropos* (« humain ») et *kainos* (« récent »), l'Anthropocène désigne la nouvelle ère géologique dominée par les humains qui seraient devenus, au travers de l'impact de leurs activités sur les sols, les airs et les mers, une force géologique à part entière¹. Faisant suite à l'Holocène qui désigne la période postglaciaire de réchauffement qui court sur les dix à douze mille dernières années, l'Anthropocène marque ce moment où les hommes sont devenus les artisans et non plus seulement les habitants de la Terre. Pour la première fois dans l'échelle des temps géologiques, notre époque ne serait plus définie par des événements principalement naturels mais par l'effet de l'activité humaine sur l'évolution de l'écosystème, un effet suffisamment puissant pour en modifier la trajectoire ... « *Considérant ces éléments et beaucoup d'autres qui ont un impact encore plus important sur la Terre et l'atmosphère, il semble plus qu'approprié, écrit Crutzen dès l'année 2000, de souligner le rôle central de l'humanité dans la géologie et l'écologie en proposant d'user du terme "anthropocène" pour la période géologique actuelle* » (« The "Anthropocene" », *Global Change, NewsLetter*, n° 41). Martin Legros anthropocène quand humain change d'ère phie magazine 94 nov 2015

b) L'ère anthropocène donne naissance à un "nous" historique nouveau², une association inédite de l'humanité à son environnement, en rupture avec la représentation traditionnelle de l'homme comme extérieur à la nature et aux autres vivants. Dans la pensée occidentale, le rapport de l'homme à la nature a été pensé sous une triple forme : celle du despote, libre de l'exploiter à sa guise, de l'intendant, gardien de ce que Dieu lui a confié, et d'un coopérateur, s'efforçant de la rendre plus productive. Ces schémas anthropocentriques sont tous périmés. L'écologie implique une nouvelle lecture de l'histoire, qui passe par la reconnaissance de la nature comme acteur historique. L'histoire humaine ne se joue plus seulement entre les hommes ; elle exige la position d'un tiers, reconnu dans son altérité : les autres espèces, les écosystèmes dont il faut faire entendre la voix en invitant dans nos institutions ce que Bruno Latour appelle les "entités non humaines" (forêts, rivières, mers, montagnes, etc.). Cette nouvelle nature n'est pas une "terre-mère", comme dans l'hypothèse Gaïa³, forgée par l'écologue James Lovelock et qui personnifie l'écosystème planétaire en un véritable agent historique. La nouvelle nature n'est pas non plus un pur objet techno-scientifique, extérieur à l'humanité. L'environnement dans lequel nous vivons est un milieu hybride⁴, naturel et

¹ Importance de la bombe atomique

² « *Depuis un siècle, remarque Callicott, le monde dans lequel nous vivons a changé à un rythme vertigineux. Les philosophes ont plus que jamais besoin de remplir le rôle qu'ils remplissaient autrefois – redéfinir notre représentation du monde en réponse à une expérience humaine radicalement modifiée. [...] De quelle façon pourrions-nous imaginer notre place et notre rôle dans la nature ? Quelles valeurs nouvelles, quels nouveaux devoirs en découlent ?* » *Éthique de la terre*

³ C'est en 1970 que James Lovelock, spécialiste des sciences de l'atmosphère, formule « l'hypothèse Gaïa » : la Terre serait « un système physiologique dynamique qui inclut la biosphère et maintient notre planète en harmonie avec la vie ». Par exemple, la composition de l'atmosphère aurait été régulée au cours du temps pour permettre le développement et le maintien de la vie

⁴ C'est vous qui le dites... Mon idée est que nous avons besoin d'un autre concept que celui de Nature. La Nature, c'est un concept très, très problématique. Quand vous dites qu'un phénomène est naturel, ou que

culturel, qui interagit avec l'activité humaine. Corinne Pelluchon, propos recueillis par Mathilde Lequin, Philomagazine n°66 Février 2013

II) L'écologie comme adaptation ou comme rupture

La distinction que fait Gorz entre deux écologies n'est pas seulement celle de la science et de la politique ; elle scinde la politique entre deux façons de faire de l'écologie. L'écologie scientifique (qu'il désigne parfois comme « écologisme ») consiste en une intégration, par le capitalisme dominant, d'un certain nombre de contraintes écologiques dans la production économique et l'action technique. Cela ne remet en cause ni l'industrialisme, ni la recherche du profit, mais cela en « ménage » le cours, c'est-à-dire, finalement l'économise (il s'agit toujours de faire mieux avec moins). L'écologie politique (parfois « l'écologie » tout court) est un « projet de civilisation », une véritable rupture avec les modèles existants. C'est à une distinction de même type que procède Arne Næss dans son célèbre article de 1973, où il distingue entre une écologie « superficielle » (shallow) et une écologie « profonde » (deep) : l'une se préoccupe de remédier, par des moyens techniques, aux pollutions et à l'épuisement des ressources, tout en maintenant le bien-être des pays nantis, l'autre cherche à modifier l'ensemble des relations des hommes à leur environnement. Sans doute Arne Næss accorde-t-il beaucoup plus d'importance à la nature et aux droits des êtres naturels (il parle d'« égalitarisme biosphérique ») que ne le fait Gorz, assez méfiant sur ce point, mais il ne s'en tient pas là. Dans *Écologie, communauté et style de vie*, il met l'accent sur la dimension sociale et politique de l'écologie. La distinction entre des remèdes superficiels aux problèmes écologiques et une transformation de fond de notre mode de vie est donc commune à Næss et à Gorz. Andrew Dobson distingue, lui aussi, entre l'« environnementalisme », une approche « managériale » des problèmes environnementaux qui peuvent être résolus sans qu'il soit nécessaire de modifier les modes de production et de consommation, et l'« écologisme », pour lequel rien ne peut se faire sans changer radicalement nos rapports à la nature et nos modes de vie politiques et sociaux. Les termes employés changent, mais la tension est toujours la même, entre un minimum et un maximum. ?

Catherine Larrère, « L'écologie politique existe-t-elle ? », *Esprit* 2018/1 (Janvier-Février)

III Accélération des indices d'un drame annoncé : quelques cris d'alarme».

Les signes de l'accélération du réchauffement climatique ⁵ sont toujours plus alarmants :

vous êtes « dans la Nature », vous vous excluez, vous ne vous comptez pas vous-même comme appartenant à la Nature. Premier problème. En outre, quand vous dites « Nature », vous faites référence à une entité unique qui obéit à des lois immuables qui n'auraient pas changé depuis le big bang ; vous mettez dans le même sac le cycle de vie de la chenille, la formation des nuages ou la naissance des étoiles. Deuxième problème. D'un côté, la Nature exclut la Culture. De l'autre, ce concept prétend unifier tous les phénomènes qui ont eu lieu en tout point de l'Univers depuis quatorze milliards d'années, ce qui est beaucoup trop inclusif. Et puis, politiquement, l'usage du concept de Nature est souvent sordide, par exemple quand on dit que l'homosexualité est contraire à la Nature ou qu'il y a des inégalités « naturelles » entre les races. Pour toutes ces raisons, nous avons besoin d'un nouveau concept qui permette de surmonter la vieille opposition entre Nature et Culture. En même temps, nous avons besoin d'un terme qui puisse vouloir dire tantôt Nature, tantôt Humain, et qui soit le même. Quand vous dites « homme », vous voulez parfois signifier « être humain » et parfois « être humain masculin ». Mon concept de Nat/Cul fonctionne ainsi : avec ce mot, vous pouvez désigner ce qui relève de la nature, ou de la culture, ou des deux. Prenez le cas d'une sécheresse exceptionnelle ou de pluies torrentielles dues au changement climatique, donc à l'activité humaine. Est-ce un phénomène naturel ? Non ! Est-ce un phénomène culturel ? Non ! C'est typiquement Nat/Cul. Bruno Latour *Phiemagazine* n°94 Novembre 2015

⁵ *Les scientifiques s'accordent à dire aujourd'hui que le changement climatique est à 98% de nature anthropique. Plus être plus précis, ce sont les activités humaines des deux derniers siècles qui ont contribué au réchauffement. A la fois parce qu'il représente une menace imminente pour la vie, mais aussi et surtout parce qu'il nous oblige à repenser entièrement notre modèle de société, le changement climatique doit être considéré comme une cause majeure.* Geneviève Azam : *Co-initiatrice des Alternatiba. et Portes-Parole d'Attac France.*

-Sécheresse, ⁶ surexploitation : le monde a soif⁷ Quatre personnes sur dix souffrent de la raréfaction de l'eau. Les villes sous pression de l'explosion démographique sont à leur tour touchées et menacées de rupture d'approvisionnement

-*La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an dans le monde, alerte l'OMS*

-Depuis 1950, l'homme a fabriqué 8,3 milliards de tonnes de plastiques

Difficiles à traiter, les débris entraînent une pollution généralisée, qui est particulièrement inquiétante dans le milieu marin.

-30 % des colonies d'abeilles sont mortes pendant l'hiver en France à cause des pesticides

-11,2 milliards d'humains en 2100 ?

La population mondiale a déjà crû de façon exponentielle : elle est passée de 2 à 7,6 milliards entre 1950 et 2017 ! Les dernières prévisions démographiques de l'ONU, qui datent de 2017 et qui font autorité en la matière, nous indiquent dans une hypothèse moyenne que la population mondiale atteindra 8,6 milliards en 2030, 9,8 en 2050 et 11,2 en 2100. Et il est intéressant de noter que ces projections moyennes ont une tendance nette à la hausse : en 2011, l'ONU prévoyait 10,1 milliards d'habitants en 2100... Tous les continents sont concernés, mais l'Afrique concentrera un peu plus de 50 % de cette croissance d'ici à 2050 et plus de 85 % d'ici à 2100 (le continent est supposé, toujours selon l'hypothèse moyenne, atteindre 4,3 milliards d'habitants en 2100).

-L'humanité a consommé au 1^{er} août l'ensemble des ressources que la nature peut renouveler en un an. C'est le fameux jour du dépassement, qui intervient chaque année un peu plus tôt: en 1971, ce seuil calculé par l'ONG Global Footprint Network était atteint le 24 décembre; en 1980, le 4 novembre; en 2000, le 23 septembre; en 2010, le 9 août; en 2017, le 3 août; l'an prochain très certainement fin juillet. Le Jour du dépassement écologique s'appuie sur les résultats de l'*«empreinte écologique»*, un indicateur inventé au début des années 1990 par deux chercheurs de l'Université de Vancouver. Mathis Wackernagel et William Rees cherchaient à élaborer un outil synthétique permettant de mesurer le poids de l'activité humaine sur la biosphère. Ils eurent alors l'idée d'estimer les surfaces de terre et de mer qu'il conviendrait de mobiliser pour répondre aux besoins de l'humanité.

Plus précisément, l'empreinte écologique mesure deux choses: d'un côté, les surfaces biologiquement productives dont il faut disposer pour produire certaines ressources renouvelables (alimentation, fibres textiles et autre biomasse); de l'autre, les surfaces dont il faudrait disposer pour séquestrer dans la biosphère certains polluants.

IV) L'apathie face aux 3 fragilités des écosystèmes, des sociétés, des humains⁸ **« Nous affrontons des situations irréversibles et non négociables⁹ », Geneviève Azam**

⁶ Les difficultés des urbains ne doivent pas occulter la réalité du moment. Selon l'ONU, qui a revu ses statistiques en 2017, 2,1 milliards de personnes sur la planète n'ont pas accès à une eau gérée en toute sécurité – 263 millions se trouvent même à plus d'une demi-heure du premier point d'eau – et 892 millions défèquent en plein air. La plupart vivent en zone rurale.

⁷ Alerte à la sécheresse ! Mardi 13 février, les autorités sud-africaines ont proclamé l'état de catastrophe naturelle dans tout le pays. Les 4,5 millions d'habitants du Cap sont menacés de se voir couper les robinets. Au Mozambique voisin, alors que les réserves sont au plus bas, un quart de l'agglomération de Maputo (4 millions d'habitants) est privée d'eau potable, car le gouvernement a décidé d'alimenter en priorité l'agriculture et la production d'électricité. La situation en Afrique australe est révélatrice d'une crise mondiale de l'eau. Elle touche désormais les centres urbains et non plus seulement les campagnes. En 2015 déjà, Sao Paulo, la ville la plus peuplée du Brésil, avait failli connaître elle aussi les affres du « jour zéro ». Puis en 2016, ce fut le tour de Freetown en Sierra Leone, de La Paz en Bolivie, de Ouagadougou au Burkina Faso.

⁸ *Je ne vois pas comment une société comme la nôtre ne peut pas finir par s'effondrer. Pas d'une façon spectaculaire, de façon unique et à un seul endroit, mais plutôt à l'image de la chute de Rome. Cela passera par des délitement à différents endroits, à différentes vitesses, avec des poches qui résisteront et d'autres non*

a) l'abstraction hors de portée de la subjectivité du citoyen

Lorsqu'une tannerie souillait un cours d'eau urbain, les dégâts étaient aussi immédiats, perceptibles qu'imputables. Tel n'est plus le cas avec les problèmes écologiques contemporains, et tout particulièrement globaux. Le changement de la composition chimique de l'atmosphère, par exemple, échappe à nos sens ; ses conséquences se déploient dans l'espace et le temps (...) Les chaînes causales sont complexes et diffuses ; la contribution de chacun à la dégradation globale est insignifiante. Autrement dit les difficultés écologiques sont devenues abstraites et échappent au cercle de la proximité au sein duquel nous sommes capables d'appréhender nos actions et leurs conséquences. Nous ne sommes ainsi plus en mesure de comprendre ce que nous faisons, comme l'avaient pressenti tant Günther Anders qu'Hannah Arendt. (...) Les problèmes écologiques contemporains mettent encore à mal celles de nos capacités cognitives qui sont au fondement des démocraties représentatives. Les démocraties contemporaines érigent le citoyen en juge ultime des politiques publiques ; ce dernier légitime en effet par son vote majoritaire *a priori* comme *a posteriori* l'exercice du pouvoir ; il peut ou non confirmer son choix initial, maintenir ou non au pouvoir ceux qui l'exercent. Peu importent les déterminants extérieurs de son jugement, leur complexité et leur intrication. On peut ne pas comprendre les tenants et aboutissants d'une ou de politiques publiques, certes, mais chacun reste néanmoins le seul à *savoir* quel est son degré de *bien-être* à l'issue du déploiement de telles politiques particulières. Non seulement il n'est d'autre creuset pour forger un jugement électoral que l'intériorité des citoyens, mais en outre ce jugement n'existe pas en dehors de sa formulation subjective et institutionnelle à un moment donné. Or, il en va tout autrement avec les questions environnementales contemporaines. Elles renvoient à une réalité que nous ne pouvons appréhender par nous-mêmes et à des conséquences sur lesquelles nous ne pourrions revenir. Je ne peux connaître le degré de concentration de carbone dans l'atmosphère ou la dangerosité de telle molécule que de façon exogène, en me fiant à des médiations scientifiques. Je ne suis dès lors plus en mesure de juger par moi-même de mon intérêt, fût-ce vital ! Les populations qui pâtiront dans quelques décennies du changement climatique ne pourront revenir sur nos actuels modes de vie et leur expression politique. Le citoyen est ainsi par lui-même, avec ses ressources propres, incapable d'exercer le rôle qui lui incombe *in fine* en démocratie. Dominique Bourg, « Droit et défis écologiques du long terme », *Revue juridique de l'environnement*

b) Capitalocène ?

Comment expliquer une aussi criminelle apathie face au drame annoncé ? Depuis quelques années, des chercheurs, historiens, économistes, et non des moindres, avancent une explication radicale. Nous ne sommes pas entrés dans l'anthropocène avec la révolution industrielle et la mondialisation des économies, tant et si bien que l'empreinte colossale des activités humaines a précipité la terre dans une nouvelle ère géologique, où tous les écosystèmes sont affectés. Nous sommes entrés dans le « capitalocène¹⁰ » : l'ère du système

⁹ Non négociables, c'est sans doute ce qui différencie radicalement les difficultés présentes de celles rencontrées dans les conflits sociaux de la période antérieure où il était toujours possible de négocier une répartition des richesses ou une organisation de la sécurité au travail plus favorable aux classes laborieuses. En revanche, écrit-elle, « nous ne négocierons pas avec les molécules de carbone, [...] nous ne négocierons pas le ralentissement du réchauffement climatique avec l'atmosphère », pas plus d'ailleurs que les habitants des régions de Tchernobyl ou de Fukushima n'ont pu négocier avec la radioactivité un délai de survie en bonne santé

¹⁰ On se demande combien de temps encore il faudra pour que ces appels à sauver la planète deviennent capables d'autre chose que de paroles sans suite, de propos en l'air et de mots qui n'engagent à rien — pas même à articuler le nom de la cause : capitalisme.(...) Car voilà : le changement climatique, c'est la faute de l'« homme ». L'« homme en général », qui ferait bien d'ailleurs de trier ses déchets et de fermer ses robinets. Il faudra encore un peu de temps pour que, selon le vœu d'Andreas Malme (4), on en finisse avec cette ineptie de l'anthropocène et qu'on nomme vraiment les choses : capitalocène. Ce qui détruit la planète, ça n'est pas

capitaliste¹¹ triomphant, incapable de contenir sa course effrénée au profit. Chronique, LE MONDE | 06.10.2018 à 13h00 Par Frédéric Joignot

V) De quels moyens disposons-nous pour sortir du marasme écologique actuel ?

a) **Plusieurs pistes** s'offrent à nous, qui procèdent de logiques différentes et sont plus ou moins compatibles entre elles. Selon une première option, à tendance morale, nous ne sortirons de la crise que par une réforme des comportements individuels : il est temps de contenir nos appétits de consommation comme notre volume de production, d'apprendre à respecter la nature dans les gestes quotidiens. Une autre logique parie sur la politique¹² : car ce ne sont peut-être pas aux individus qu'il revient d'assumer le poids des réformes nécessaires, mais aux gouvernements, à l'aide du droit et des conventions internationales pour encadrer la pollution. Cette voie législative et réglementariste a pour adversaires les libéraux, qui comptent davantage sur une régulation par le marché. En créant une « économie verte », par exemple en encourageant le commerce biologique ou en intégrant au prix des produits polluants leur coût environnemental, le capitalisme pourrait opérer une reconversion, conciliant profit et protection de la nature. Enfin, certains pensent que les méfaits de la technique seront corrigés... par la technique elle-même : à charge pour les scientifiques de découvrir les énergies renouvelables qui pourvoient aux besoins des sociétés et d'imaginer les technologies susceptibles de réparer les déséquilibres des écosystèmes. Cette dernière solution, ultratechniciste¹³, se situe à l'opposé des nostalgiques qui proposent le « retour à la nature ». S'il pourrait être tentant, devant l'urgence des dangers, d'utiliser ces différents leviers d'action simultanément, c'est de toute évidence impossible : il y a un choix à faire entre libéralisme et dirigisme, de même qu'on ne peut tout à la fois vouloir « faire moins », « faire plus » et « faire autrement ». Pas de solution miracle, donc, mais un éventail de potentialités à étudier pour s'y repérer. Alexandre Lacroix Phie magazine n°13 octobre 2007

b) L'ingénierie comme solution

*-David Keith, chercheur à Harvard, propose de pulvériser chaque année 250 000 tonnes d'acide sulfurique dans la haute atmosphère, pour un coût de 700 millions de dollars, afin de

l'« homme » : c'est le capitalisme. par Frédéric Lordon, Appels sans suite, 12 octobre 2018 le monde diplomatique

¹¹ Au sein de l'humanité, la minorité qui détient la puissance financière cherche de toutes ses forces à soumettre le reste du monde pour son profit exclusif... en poursuivant sa logique destructrice.

Un article récent du «New Yorker» raconte comment des milliardaires se préparent à vivre après la catastrophe. Ils achètent des terres et construisent des abris luxueux dans les trois endroits qui seront le moins impactés par la transformation climatique: la Nouvelle-Zélande, la Terre de Feu et le Kamchatka

¹² Sur le terrain politique, à défaut d'un gouvernement mondial, le principe d'une gouvernance globale de l'environnement a été relancé le 23 septembre 2003, devant la quarante-huitième assemblée générale de l'O.N.U., par la proposition française de créer une Organisation des Nations unies de l'environnement (O.N.U.E.). Faut-il ajouter que la confusion entretenue en France, entre la science et le militantisme écologique – tous deux indifféremment appelés écologie –, amplifie cette essence potentiellement subversive de la science écologique tout en compromettant autant sa crédibilité que sa véritable portée

¹³Des expériences naturelles servent de modèle à cette hypothèse, défendue également par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen. L'éruption en 1991 du mont Pinatubo, aux Philippines, dispersant dans le ciel des millions de tonnes de dioxyde de soufre a ainsi assombri suffisamment la Terre pour diminuer la luminosité de 10 % et réduire la température de 0,5 degré durant un an. David Keith concentre son intérêt sur cette technique, même si elle comporte des risques, allant de l'accentuation du dérèglement climatique dans certaines régions à un accroissement des maladies respiratoires dues à ces nouvelles particules. Il estime que la géo-ingénierie, en réduisant les risques climatiques, « *sauvera probablement plus de vies qu'elle n'en prendra* ». Il précise : « *Le changement climatique est un problème particulièrement dangereux et difficile car il mêle l'incertitude et l'inertie. L'inertie combinée des cycles de carbone et de notre système économique est si grande que même si nous nous mettons à faire des efforts pour "décarboniser" notre système énergétique aujourd'hui, nous n'en verrions pas les bienfaits avant un siècle.* »

stabiliser le climat tout au long du XXI^e siècle. Non seulement nous ne sommes pas capables d'anticiper les effets secondaires de telles opérations, mais, ce qui est terrible¹⁴, la géo-ingénierie fournit des arguments aux industriels et aux politiques pour ne rien changer. Continuons à polluer, à émettre des gaz à effet de serre, business as usual ! Puisque la technologie finira par avoir la solution. Cela me semble être une stratégie pour ne pas nous poser les bonnes questions, celles qui pourraient mener à des changements de politique énergétique ou de modes de consommation. Latour phie magazine n°94

**-1) L'ingénierie financière des marchés de la nature nous dit « La nature est défaillante parce qu'elle n'est pas bien gérée ». Si on la fait entrer dans le grand cycle de l'économie, elle pourra être gérée de manière optimale. La financiarisation de la nature, c'est l'idée qu'il faut l'internaliser pour justement arriver à l'équilibre écologique. C'est ce qu'on appelle l'économie verte.¹⁵*

2) La géo-ingénierie nous dit « Puisque le climat se réchauffe, on va modifier la planète elle-même ». Ce qui implique une modification à très grande échelle des grands équilibres écologiques, déjà bien déséquilibrés... Des expériences déjà en cours consistent par exemple à pulvériser des particules à base de soufre dans l'atmosphère pour renvoyer le rayonnement solaire dans l'atmosphère. On pourrait aussi « ensemercer » les océans avec une sorte de limaille de fer, de manière activer la captation du CO2 par le plancton marin... ce qui nous permettrait de continuer à émettre sans danger !

3) La bio-ingénierie consiste à dire : on a des problèmes énergétiques ? Ce n'est pas grave, on a une immense biomasse, on va pouvoir faire de l'énergie, on va pouvoir quasiment recréer la nature, faire une seconde nature, beaucoup plus parfaite que la nature, pour dépasser les défis... Alternatiba Yonne Entretiens, Azam Geneviève

c) la chance d'envisager la démocratie comme nouvelle forme de vie

À l'impuissance politique dont le catastrophisme¹⁶ projette notre image naturalisée, ouvrant la voie à l'autoritarisme scientifique, la réalité des mouvements en lutte comme la diversité des initiatives écologiques citoyennes opposent la possibilité de l'autonomie politique. Mouvements de lutte contre les inégalités environnementales, nouvelles formes d'économie solidaire, mise en place de circuits locaux liant production et consommation, façons de produire qui sont aussi des façons d'expérimenter d'autres modes de vie, comme la permaculture, mobilisations autour de la question animale ou de l'alimentation : la transition écologique s'engage dans un foisonnement d'expériences. Il est déjà possible de vivre autrement, et de façon plus écologique, à l'intérieur du capitalisme. Ces expériences sont à la fois des façons de vivre autrement et des expériences démocratiques, d'actions autonomes et égalitaires. La démocratie n'y est pas un moyen pour obtenir des résultats extérieurs à la sphère politique : c'est en vivant autrement que l'on pratique la démocratie. Pour que ces expériences puissent être mises en réseau, qu'elles ne restent pas des « hétérotopies », des îlots d'altérité sociale et écologique dans un océan productiviste, la démocratie ne doit pas se comprendre seulement comme des institutions, ni même comme des contre-pouvoirs, mais comme une forme de vie. L'écologie politique s'invente ainsi, à l'écart des polarisations entre maximum et minimum, entre les luttes environnementales et la désobéissance civile.

Catherine Larrère, « L'écologie politique existe-t-elle ? », Esprit 2018/1 (Janvier-Février).

d) un exemple d'extension maximum : attribuer la subjectivité au pissenlit

Notre ignorance sur le monde végétal n'est pas un simple effet d'une négligence fortuite. Elle est la conséquence nécessaire d'un tabou épistémologique. Il y a quelque chose qui nous

¹⁴ Puisque nous avons fait des bêtises, faisons des bêtises encore plus grandes ! Latour

¹⁵ Lutter contre le changement climatique créerait 18 millions d'emplois LE MONDE | 14.05.2018 Rémi Barroux

¹⁶ Le catastrophisme est l'irruption que Gaïa menace de faire inopinément dans nos vies, la condamnant sinon à une destruction immédiate, du moins à une telle réduction des possibles qu'il n'y aura plus de place que pour un lent effondrement de nos existences appauvries

empêche de reconnaître aux pins, aux rosiers ou aux pissenlits le même statut que nous reconnaissons non seulement à nous-mêmes, les humains, mais aussi aux chiens, aux chats, aux oiseaux. Les pissenlits n'ont pas et ne peuvent pas avoir de noms propres, pas de relations singulières, ni d'individuation réelle qui leur permettraient d'échapper à la condition de représentants génériques de leur espèce. Corps anonymes et anhistoriques par essence, ils sont de la simple matière vivante.

Un simple geste cognitif (dire : « Le pissenlit est un "moi" ») ferait basculer toutes nos habitudes les plus triviales. Comment se comporter face à la carotte qui gît dans notre assiette si on est obligé d'admettre qu'elle a un nom, un caractère, exactement comme le chien qui nous a accompagnés pendant tant d'années ? Comment penser et vivre l'acte de manger ? Aucun espace alimentaire ne serait neutre et, à l'inverse, aucun acte d'alimentation ne pourrait se dire exempt d'une logique interpersonnelle. Manger serait une des formes, si extrêmes, de se rapporter à l'autre, de l'accueillir, de le faire exister. A l'inverse, les rapports interpersonnels ne pourraient plus considérer l'incorporation cannibale comme leur limite extérieure et indicible.

« Le tabou qui pèse sur le moi des pissenlits est aussi de nature politique »

Mais le tabou n'a pas qu'une nature purement morale : reconnaître la subjectivité aux plantes (et aux champignons, aux bactéries, aux virus) ne serait pas uniquement une révolution dans la manière d'envisager le rapport entre humains et non-humains. Il rendrait la tâche de penser l'ordre des relations entre les différentes espèces beaucoup plus compliquée que ce que l'on imagine. C'est pour cela que le tabou qui pèse sur le moi des pissenlits est aussi de nature politique

... Reconnaître que les pissenlits, tous les pissenlits, méritent un nom, une personnalité, une histoire individuelle et singulière, même s'ils ne peuvent pas en témoigner de la même manière que les humains, signifierait être obligé de revoir entièrement notre idée de politique, ainsi que celle de nature. Cela nous obligerait à penser une politique qui ne passe pas seulement par les opinions, les votations, les partis, mais dont les négociations et les accords peuvent s'écrire sur d'autres supports que le langage humain. Par ailleurs, nous pourrions petit à petit apprendre à lire le code génétique comme une sorte de loi de la nature, de texte de loi constamment écrit et réécrit par les espèces, grâce à des rencontres, à des fusions, à des bricolages. Le corps et la loi seraient alors beaucoup plus proches de ce que nous avons pu imaginer. **Emanuele Coccia** est l'auteur de « La Vie sensible »

VI) Responsabilité démesurée ou objectifs raisonnables ? Prométhée ou Sisyphe ?

a) Etendre la responsabilité humaine à l'ensemble de la planète, voire au système solaire, semble aussi déraisonnable que la volonté scientifique de soumettre la matière

L'écologisme standard cumule deux discours contradictoires : la panique et la mégalomanie. Experts et militants ne cessent de nous effrayer sur les désastres en cours, l'apocalypse est proche, la fin du monde est déjà là : le climatologue Jean Jouzel n'annonce-t-il pas une température moyenne de 50° C degrés l'été en France d'ici vingt ans ? Cette accumulation de mauvaises nouvelles devrait nous accabler : si la situation est aussi dramatique, à quoi bon s'insurger ? Pourquoi ne pas se prélasser en attendant le déluge ? Mais la rhétorique de la peur laisse filtrer pourtant un mince rayon d'espoir : il existe des solutions, abandonner la voiture, devenir végétariens, planter des arbres, passer du pétrole à l'éolienne, trier ses déchets, etc. Enormité du diagnostic, dérision des remèdes. On peut éteindre une calamité cosmique en mangeant des légumes et en roulant à vélo ! Ça n'est donc pas si grave N'en déplaise pourtant aux activistes, nous n'avons pas les moyens de commander au globe¹⁷ : nous ne sommes déjà pas capables de provoquer à volonté la neige ou la pluie, de

¹⁷« La France ne compte que pour environ 1 % du CO₂ produit par l'ensemble des activités humaines de la planète »

contrecarrer une sécheresse ! Comment pourrions-nous, sans une colossale surestimation de nous-mêmes, « sauver la planète », laquelle nous survivra, quoi qu'il arrive, et se moque bien de nos clameurs ? Si l'humanité se détruisait à la suite d'une guerre atomique, éliminant jusqu'à ses derniers représentants, la vie continuerait sur Terre, indifférente à notre disparition. Il est avisé de décarboner l'économie, de diversifier nos sources d'énergie, mais n'est-il pas présomptueux de croire qu'il suffit de vouloir pour pouvoir et que seuls des lobbys puissants, la paresse ou la lâcheté des politiques nous empêchent de renverser le dérèglement climatique ? N'est-on pas dans l'impatience infantile du « tout-tout de suite » qui exige un chambardement immédiat du système ?

On ne fonde pas un combat légitime sur une duperie. L'écologie doit se donner des objectifs à sa mesure : préserver une région, assurer la survie de la faune sauvage, interdire des produits nocifs, nettoyer, autant que faire se peut, lacs et océans, réhabiliter des sites en danger, réorienter nos habitudes alimentaires et surtout encourager la recherche scientifique. (...) Si une défense intelligente de l'environnement doit se développer, elle n'existera que comme servante de l'homme et de la nature dans leur interaction réciproque et non comme avocate ventriloque d'une entité nommée planète. Nous ne sommes pas plus les pilotes du vaisseau Terre que les princes de la Création. Nous devons, dans une politique d'humilité constructive, protéger la nature autant que nous protéger d'elle. Sinon l'écologie ne sera que le dernier avatar du prométhéisme, même s'il s'agit d'un Prométhée repent. Climatosceptique, non ! Mais anthroposceptique, oui. Pascal Bruckner : « Ne nous faisons pas croire que nous allons "sauver la planète" LE MONDE | 09.10.2018

b) La force créatrice de la fragilité¹⁸

- Savoir travailler avec les écosystèmes dans le respect de leurs limites, qui ne doivent pas être considérées comme une restriction de notre liberté... qui consiste alors à imaginer des mondes divers à l'intérieur de ces limites. Accepter une certaine extériorité de la nature : on ne négocie pas avec la planète. On ne peut pas négocier avec la durée de vie du carbone dans l'atmosphère. Ce carbone est dans l'atmosphère. Je dois concevoir ma liberté comme possibilité de choix à l'intérieur de ces limites.
 - Faire de la fragilité des sociétés une force : remettre en avant les valeurs de coopération, de solidarité. Sans ces valeurs, il n'y a pas de société mais des luttes intestines entre individus, entre personnes.
 - Fragilité des humains : accepter que nous avons besoin des autres pour vivre. Abandonner l'idéal de l'homme capable de dominer tout, et les autres et la terre.
- mardi 28 juillet 2015 par Azam Geneviève

Enfin, malheureusement, l'impact de la France sur les dérèglements climatiques est si faible, si on le compare à celui des Etats-Unis, de la Chine et ou de l'Inde, qu'on ne cesse d'être étonné par l'importance excessive donnée aux mesures que pourraient prendre nos gouvernements seuls. La France ne compte que pour environ 1 % du CO₂ produit par l'ensemble des activités humaines de la planète (il faut redire ici que cette situation particulièrement vertueuse s'explique par notre choix historique de l'énergie nucléaire et qu'une politique de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ne peut pas, comme c'est le cas aujourd'hui, être une politique antinucléaire, l'exemple de l'Allemagne illustrant clairement cette contradiction).

Si la France disparaissait complètement de la surface de la terre, les émissions globales de CO₂ ne seraient en aucune façon diminuées et le problème du réchauffement climatique serait le même. En raison de cette mondialisation du problème, dont la solution nécessite une concertation et une coordination particulièrement complexes de tous les grands pays « pollueurs », il n'y a aucune chance de voir une révolution soudaine se réaliser, et un tout « petit pas » vers plus de coopération à l'échelle mondiale doit être apprécié à sa juste valeur. Marc Fontecave, professeur au Collège de France

¹⁸ La nature n'est pas un « environnement » dans lequel on peut à l'infini puiser des ressources et déverser des déchets. L'anthropocentrisme, qui a fait de la nature un extérieur de l'expérience humaine et sociale, a autorisé le pillage et la prédation. L'arrachement à la nature, la rupture des liens a été longtemps pensée comme civilisatrice et émancipatrice